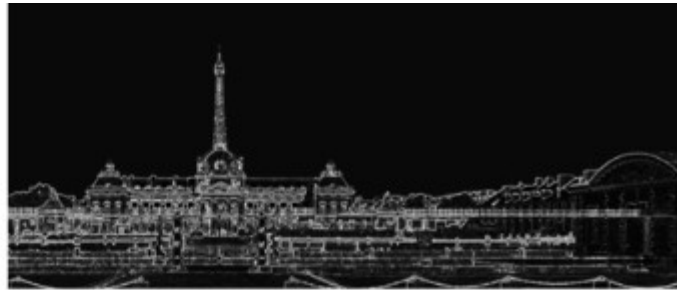
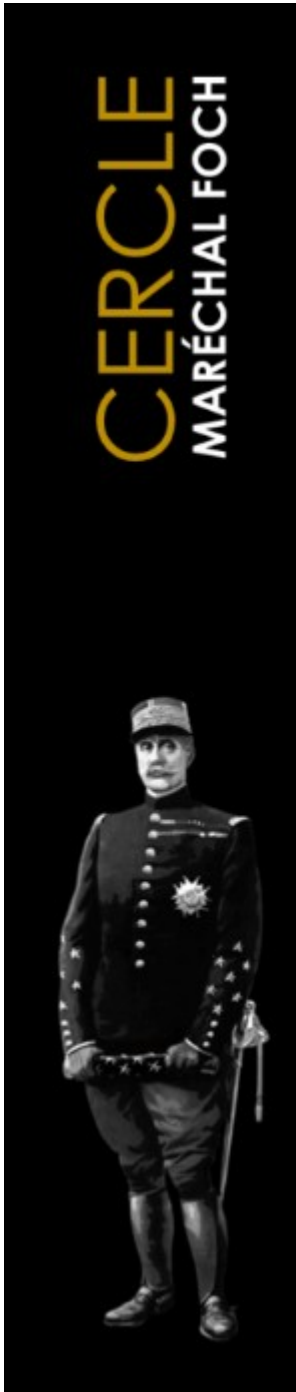


« Populations », une inconnue toujours présente dans l'équation de la guerre... (CMF - Dossier 32).

Présentation du dossier 32 « *Face aux ruptures, être prêt.* »

Les lignes qui suivent visent à replacer l'article que vous allez lire dans le cadre général du prochain dossier du [Cercle Maréchal Foch](#), « *Face aux ruptures, être prêt* ».



Novembre 2025

Face aux
ruptures,
être prêt.

32

En effet, début 2025, le Cercle Maréchal Foch diffusait via THEATRUM BELLI son dossier de réflexion n° 31 « [Le temps des ruptures](#) ». S'appuyant sur le vote récent de la loi de programmation militaire 2024-30, le dossier prenait acte des nouvelles formes de conflictualité, du retour de la force désinhibée comme composante des relations interétatiques, du choc culturel que le retour de la guerre en Europe orientale constituait pour les populations « *apaisées* » de l'Union européenne, vivant dans un espace sans frontières, sans ennemi, sans idéologie collective...).

On y évoquait les enjeux nationaux et internationaux, les défis technologiques et capacitaires, les questionnements éthiques et moraux qui découlaient de ce « *changement d'époque* ».

Un nouveau dossier, n° 32, est en cours de rédaction, intitulé « **Face aux ruptures, être prêt** ». Sans empiéter sur le rôle des organismes officiels et s'inspirant de la version 2025 de la revue nationale stratégique, il vise à dégager des principes généraux ou des orientations plus techniques qui pourraient soutenir les réflexions de tous ceux que le sujet de la défense nationale, dans le cadre européen, intéresse et, aujourd'hui, préoccupe. Ce dossier se refuse à un pessimisme qui encombre souvent les analyses de la situation actuelle et, en contrepoint de ce pessimisme du chemin à parcourir, entend mettre en avant un optimisme d'action et du but atteignable. Il entend cependant rester lucide et réaliste en s'appuyant sur l'expérience du passé, lointain comme plus récent...

Les allusions à « *l'entre-deux guerres* » étant nombreuses aujourd'hui, la première partie du dossier regroupera quelques éclairages sur les années 1935-1940. Il ne s'agit pas réécrire « *L'étrange défaite* » sans le talent de Marc Bloch, mais de choisir dans les prémices de la catastrophe de 1940 quelques instants où, avec le recul, il paraît incompréhensible qu'un voyant rouge ne se soit pas allumé sur le tableau de bord national, ou plutôt, s'étant allumé, pourquoi il fut si difficile de se préparer à l'épreuve qui s'annonçait.

Plus près de nous, la deuxième partie fait appel directement à nos rédacteurs, tous acteurs de la fin de guerre froide et de « *la guerre mondiale de la France* » pour reprendre le titre d'un livre récent de Michel Goya. À partir de la fin des années 1970, et surtout de 1990, les armées françaises (et l'on s'intéressera plus particulièrement à l'armée de Terre) ont été placées dans des situations opérationnelles imprévues, lointaines et exigeantes, dans un contexte de réduction de leurs moyens. De l'avis général, si les buts politiques furent loin d'être toujours atteints, les buts militaires le furent, avec plus ou moins de publicité, au prix d'efforts, y compris humains, souvent occultés. Cette partie récapitulera certains de ces efforts et permettra, nous l'espérons, de croire au « *succès des armes de la France* » pour les défis qui s'ouvrent désormais à nos armées.

La troisième partie se lancera dans l'exercice de la prévision dont on sait la difficulté, surtout, pour reprendre la boutade célèbre, lorsqu'elle traite de l'avenir. Il s'agira en fait d'un exercice de conviction de la part de rédacteurs qui, forts de leur expérience passée mais également de leur enracinement dans les réalités du moment, mettront sur la table « *de la nourriture pour l'esprit* », sans obligation de consommer !

Innovation majeure par rapport aux dossiers précédents, nous avons choisi de ne pas attendre d'avoir réuni l'ensemble des contributions de ce dossier n° 32 pour les mettre à la disposition de nos lecteurs. Elles seront publiées par THEATRUM BELLI au fur et à mesure de leur disponibilité, avant d'être réunies sous une forme complète. Vous trouverez donc ce rappel du but général et de l'articulation du dossier en tête de chaque publication, accompagné de l'indication de la partie à laquelle elle se rattache.

par le Général de Corps d'Armée (2S) Patrick Alabergère

Après un parcours d'encadrement dans l'arme du Génie, le Général Alabergère a consacré sa deuxième partie de carrière à la préparation opérationnelle et l'emploi des forces, notamment lors des engagements en Afghanistan et au Sahel. Il a commandé la Force opérationnelle terrestre qui regroupe l'ensemble des unités de combat de l'armée de Terre.

Aujourd'hui le monde a basculé dans une ère de rapports de force désinhibés où compétition, confrontation, affrontement se superposent au quotidien, tout en veillant à rester en-dessous du seuil d'engagement nucléaire. La force prime le droit et la guerre redevient une hypothèse de travail en Europe et non plus un tabou ou un héritage du passé.

Dans ce monde dangereux, la guerre qui pourrait survenir semble obéir à de nouvelles règles générées par l'intelligence artificielle (IA), le recours massif aux actions de guerre hybride, à l'usage systématique des drones et de la robotique, à l'émergence de nouveaux champs de conflictualités comme le monde cyber, l'espace.

Pourtant, il existe des invariants qui régissent les conflits d'aujourd'hui, comme ceux d'hier et de demain avec lesquels nos armées ont toujours su composer. Il s'agit en premier lieu du rapport entre la guerre et la population car la guerre se gagne au sol au contact de la population.

Le général Irastorza, ancien Chef d'état-major de l'armée de Terre, aimait dire que « *tant que les hommes n'auront ni plumes ni branchies, tout commencera et tout finira sur terre* ». Au-delà de la boutade un peu provocatrice pour nos camarades marins et aviateurs, il faut reconnaître que l'histoire lui donne raison et que nous devons garder à l'esprit les enseignements des conflits passés pour préparer ceux de demain.

Il existe une différence fondamentale entre combattre un ennemi dans un milieu homogène d'où l'homme est absent comme l'air, l'espace, l'eau, le cyberspace et se battre contre ce même ennemi sur terre au milieu des populations.

L'extrême complexité du combat aéroterrestre provient du milieu hétérogène dans lequel il se déroule mais surtout de la présence des populations au milieu des belligérants.

En effet, dans une guerre, les populations jouent plusieurs rôles à la fois : elles peuvent être au mieux des acteurs neutres, souvent des résistants acharnés et parfois des collaborateurs potentiels. Elles deviennent selon les circonstances, des otages à libérer, des victimes à protéger, des concentrations humaines à surveiller, des enfants, des femmes et des hommes à nourrir, à soigner, à administrer.

Elles constituent simultanément un enjeu stratégique de communication pour les médias, le point d'application de la guerre d'influence afin de « *gagner les cœurs et les esprits* » et un enjeu politique pour préparer l'après-conflit.

Il faudra donc toujours intégrer ces multiples facettes de la population dans la réflexion tactique comme stratégique lorsqu'il s'agira de préparer et de faire la guerre.

Il est illusoire de penser que les guerres du XXI^e siècle seront fondamentalement différentes dans leurs rapports aux populations sous prétexte qu'elles mettent en œuvre des armes nouvelles, qu'elles débutent et se prolongent dans le cyberspace ou qu'elles se déroulent en partie en dehors de l'espace terrestre. Parmi les critères intemporels du succès, il faudra toujours intégrer dans l'équation de la victoire militaire, le rapport à la population du théâtre d'opérations et le rapport à notre propre population, celle de notre « *base arrière* » a priori épargnée par les effets directs des affrontements.

Le fantasme d'un théâtre d'opération sans « *civils* » !

Il est impossible de penser pouvoir déplacer les populations avant ou pendant le conflit. Il faut donc systématiquement composer avec la présence de la population locale sur le théâtre d'opérations.

Dans l'histoire militaire de notre pays, cela n'a pas toujours été le cas. La conception dominante pendant la Guerre froide au sein des armées de terre occidentales fut de considérer les civils comme extérieurs à la guerre. Comme l'écrit le général britannique Ruppert Smith, les armées de terre ont traditionnellement cherché à évacuer les civils du champ de bataille et à s'arranger pour que, à l'arrière, ils ne gênent pas les communications. La guerre se pratique entre soldats, et s'occuper de la population reste une tâche secondaire peu valorisée au sein de l'institution militaire. Ainsi, pour les rédacteurs de l'édition de 1985 du règlement français « *TTA 940* » sur « *le combat en localités* », qui décrivait les modes d'action pour défendre les villes françaises contre l'ennemi soviétique, la population n'est pas un enjeu. Si elle peut constituer une « *aide* », une « *gêne* » ou une « *menace* », faire l'objet d'une guerre psychologique avec l'adversaire et influencer les décisions d'ordre tactique, gagner son soutien n'est pas susceptible de faire basculer l'issue du combat. D'ailleurs, lors des exercices, il était systématiquement mentionné que « *la population civile a été évacuée* »...

Aujourd'hui la guerre en milieu terrestre est confrontée à la présence de la population, devenue un acteur majeur du champ de bataille. Les engagements militaires se déroulent désormais en présence de civils, contre des civils, pour défendre des civils, et dans beaucoup d'opérations, les belligérants cherchent à les regrouper dans des camps en périphérie des villes qui deviennent souvent des foyers de révolte, d'insécurité, avec des enjeux sanitaires et humanitaires mobilisant des effectifs militaires conséquents.

Faire la guerre au milieu des populations, c'est aussi chercher à préserver les infrastructures indispensables pour assurer la survie du pays dans l'après-conflit. C'est également tenir compte des infrastructures à hauts risques ajoutés (SEVESO, écologique, nucléaire, biologique et chimique) qu'il faut intégrer dans la conception des plans d'opérations (barrage, centrale nucléaire, usine chimique, site du patrimoine classé UNESCO).

C'est parfois également assurer un double flux logistique, l'un dédié à la force combattante et l'autre destiné à assurer la survie de la population.

Le seul contre-exemple dans l'histoire récente est sans doute la bataille de Grozny^[1] en 1999 où les opérations militaires ont dévasté la capitale tchétchène dans laquelle la population civile a été décimée puisque les dommages collatéraux n'étaient pas pris en compte.

Une guerre, même lointaine, doit être celle de la Nation tout entière

Le rapport à notre population, la « *base arrière* », peut sembler secondaire, voire accessoire^[2]. Pourtant il demeure essentiel et vital dans le cadre de tout engagement militaire et encore plus s'il s'agit d'un conflit de haute intensité qui sollicite fortement la résilience de la Nation. Car si les armées gagnent les batailles, ce sont bien les nations qui gagnent les guerres.

Pour mener une guerre dans la durée, il faut qu'elle soit au minimum acceptée, au mieux soutenue par sa propre population. L'adhésion de la base arrière est indispensable pour le moral des combattants engagés en première ligne. Cela conditionne l'acceptation des pertes qui peuvent être massives, la compréhension de la mise en place d'une véritable économie de guerre qui peut entraîner des conséquences sur le niveau de vie de sa propre population, en générant des privations, des restrictions de libertés (réunion, déplacement, accès à l'information, ...).

La perception de la guerre du Vietnam par la population américaine et la guerre d'Indochine par la population française sont d'excellentes illustrations de l'opposition ou de l'indifférence d'une base arrière. Dans l'exemple indochinois, l'historien Alain Ruscio^[3] analyse que l'effectif militaire engagé dans les combats n'a jamais dépassé 70 000 français « *de souche* »^[4] au maximum [soit globalement l'effectif de la Force Opérationnelle Terrestre (FOT) actuelle...] et concerna donc peu de familles. Avec 20 000 morts originaires de métropole, l'envoi des seuls militaires professionnels a eu peu d'impact sur la vie de la société française, contrairement au contingent envoyé en Algérie. Pour autant selon un sondage de l'époque, 60% des Français étaient opposés à la guerre en 1954. A titre anecdotique et illustratif, en 1951 l'office public d'hygiène sociale de la ville de Paris éprouva le besoin de faire savoir à la population que le sang recueilli lors des collectes organisées ne serait pas destiné aux soldats d'Indochine...

Quel sentiment animera la population française si demain nos soldats doivent faire la guerre pour défendre Narva^[5], ou au Groenland ?

Plus de jamais, la résilience de la nation, ses valeurs morales seront prépondérantes pour affronter les conséquences d'un conflit de haute intensité dans lequel nos armées pourraient être engagées. Comme dans toute démocratie, il faudra également convaincre la représentation nationale du bien-fondé du conflit, tout en lui octroyant un cadre juridique approprié.

En effet, cela peut entraîner des conséquences sur la vie politique, économique et sociale du pays si l'état d'urgence ou l'état de guerre est décrété. Compte tenu des nouvelles formes de guerre hybride qui se développent, il semble pertinent de mener une réflexion sur la définition d'un régime d'exception intermédiaire entre l'état d'urgence et l'état de siège pour combattre un ennemi qui mènerait des actions de guerre indirecte sur notre territoire^[6].

Il est donc vital de continuer à faire Nation dans les temps de guerre afin d'éviter la division, la sécession voire l'opposition interne.

Au sein de notre base arrière, la gestion des combattants au retour des opérations après la fin de la guerre sera également un enjeu crucial avec l'explosion prévisible des cas de symptôme post-traumatique (SPT). Dans l'histoire récente, il faut noter que l'absence de gestion des vétérans russes à la fin de la guerre d'Afghanistan s'est révélé un facteur de déstabilisation de la société russe dans les années 90 puisqu'ils ont majoritairement alimenté les mafias. Un phénomène dont de nombreux témoignages indiquent qu'il se reproduit actuellement avec les vétérans russes rentrant d'Ukraine (surtout s'agissant de détenus de droit commun ayant obtenu une libération anticipée en échange d'un engagement forcé pour le front, où au sein de l'armée russe paraît régner la violence et la corruption).

En conclusion, alors que nous évoquons à loisir les nombreuses ruptures qui caractérisent l'évolution de la guerre d'aujourd'hui et de demain, soyons certains que le rapport aux populations, premier enjeu des conflits, reste une constante et un invariant.

Ne pas le prendre en compte à son juste niveau, aussi bien sur le théâtre d'opérations que dans notre « *base arrière* » constituerait une erreur fatale et une entorse aux principes même de la guerre.

« *L'approche globale* » chère au général américain McChrystal en Afghanistan^[7], même si elle doit être adaptée, a sans doute encore de bonnes raisons d'être enseignée et surtout appliquée dans les travaux de planification et de conduite des états-majors.

-
1. La bataille de Grozny de 1999-2000 représente le siège et l'assaut de la capitale tchétchène Grozny par les forces russes, de la fin de 1999 au début de 2000.
 2. Sur ce thème, voir également « *Pourvu que l'arrière tienne* », GCA (2S) Jean-Tristan Verna, dossier 31 du Cercle Maréchal Foch « *Le temps des ruptures* » (Janvier 2025).
 3. « *L'opinion française et la guerre d'Indochine 1945 1954, sondages et témoignages* ».
 4. L'effectif des français « *de souche* » est de 69 513 en 1952.
 5. Ville estonienne à la frontière avec la Russie comprenant une forte communauté russophone.
 6. Ce sujet est mentionné dans la *Revue nationale stratégique 2025* et devrait être traité dans le cadre de l'actualisation de la LPM 2024-2030.
 7. Stanley Allen McChrystal est le général de l'armée américaine qui commanda la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan entre juin 2009 et juin 2010.